

VU la Constitution ;  
VU la Charte de la Transition ;  
VU le décret n° 2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;  
VU le décret n° 2015-892/PRES-TRANS/PM du 19 juillet 2015 portant remaniement du Gouvernement ;  
VU la loi n°010-2013/AN du 30 avril 2013 portant règles de création des catégories d'établissements publics ;  
VU le décret n° 2003-337/PRES/PM/MTEJ/MFB du 10 juillet 2003 portant création d'un Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) ;  
VU le décret n° 2013-1067/PRES/PM/MJFPE du 20 novembre 2013 portant organisation du Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi ;  
VU le décret n° 2014-610/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des Fonds Nationaux ;  
VU le décret n° 2015-145/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 09 février 2015 portant attributions des membres du Gouvernement ;  
Sur rapport du Ministre de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi ;  
Le Conseil des Ministres de la Transition entendu en sa séance du 20 mai 2015 ;

## DECRETE

**ARTICLE 1 :** Sont adoptés les statuts particuliers du Fonds d’Appui à la Formation Professionnelle et à l’Apprentissage (FAFPA) dont le texte est joint en annexe au présent décret.

**ARTICLE 2** : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2007-877/PRESS/PM/MJE/MEF du 26 décembre 2007 portant approbation des statuts particuliers du Fonds

**ARTICLE 3** : Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 24 août 2015

**Michel KAFANDO**

Le Premier Ministre

**Yacouba Isaac ZIDA**

Le Ministre de l'Economie  
et des Finances

**Jean Gustave SANON**

Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation  
Professionnelle et de l'Emploi

**Salifou DEMBELE**

## STATUT PARTICULIER DU

















Les documents sont transmis aux participants et le lieu, la date, l'heure ainsi que l'ordre du jour des séances portés à leur connaissance, au moins quinze (15) jours avant la tenue de la session dudit Conseil.

Il est tenu une feuille de présence émargée par les administrateurs présents ou leurs représentants dûment mandatés.

**Article 33** : Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial et signés par le Président et le Secrétaire de séance. Le Directeur Général du FAFPA assure le secrétariat du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux mentionnent les noms des administrateurs présents, représentés ou absents, non représentés ainsi que toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la session.

**Article 34**: Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs au Directeur Général, sauf dans les cas suivants :

- examen et adoption des programmes et rapports d'activités ;
- examen et adoption du projet de budget et des états financiers;
- acquisitions, transferts et aliénations intéressant le patrimoine immobilier du Fonds ;
- notation du Directeur Général, ainsi que la fixation de son contrat ;
- emprunts.

**Article 35:** Les membres du Conseil d'Administration bénéficient d'une indemnité de fonction annuelle, dont le montant est fixé par Résolution de l'Assemblée Générale des Etablissements Publics de l'Etat.

Outre l'indemnité de fonction dont il bénéficie, le Président du Conseil d'Administration a droit à une indemnité mensuelle forfaitaire dont le montant est fixé par Résolution de l'Assemblée Générale des Etablissements Publics de l'Etat.

**Article 36:** La prise de participation sous quelque forme que ce soit dans le capital de sociétés créées ou en création par le Conseil d'Administration du Fonds National doit requérir une autorisation préalable du Ministre en charge des finances.

**Article 37:** Les Administrateurs sont responsables devant le Conseil des Ministres. Ils peuvent être révoqués pour juste motif, notamment pour :

- absences répétées et non justifiées aux réunions du Conseil d'Administration ;
- non tenue des sessions annuelles obligatoires ;
- adoption de documents faux, inexacts ou falsifiés ;
- adoption de décisions dont les conséquences sont désastreuses pour les finances du

**Article 38** : La révocation des Administrateurs est prononcée par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition d'un des Ministres de tutelle.

**Article 39:** Il est créé au FAFPA par délibération du Conseil d'Administration, un comité de financement dans le cadre de l'examen des demandes de financement, composé du Président du Conseil d'Administration, de deux autres membres du Conseil d'Administration et du Directeur Général, qui en assure le Secrétariat. Ce comité est annuel.

Le Directeur Général peut se faire assister dans les réunions du comité de financement, par un ou deux collaborateurs.

En cas de besoin, le comité de financement peut se faire assister par toute personne qu'il juge utile.

**Article 40** : Le comité de financement est chargé de l'examen et de l'approbation des dossiers soumis au financement du Fonds, dont le montant est supérieur au seuil délégué au Directeur Général du FAFPA et inférieur au seuil relevant du Conseil d'Administration.

Il rend compte au Conseil d'Administration lors de sa plus proche session d'examen des demandes de financement relevant de sa compétence.

**Article 41:** Les délibérations du comité de financement sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

**Article 42:** Dans toutes ses réunions, le comité de financement ne peut valablement délibérer que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents.

**Article 43:** Les membres du comité de financement sont rémunérés par des indemnités de session. Le montant de celles-ci est fixé par le Conseil d'Administration.

**Article 44:** Les conditions et les limites des concours du Fonds sont fixées par des arrêtés conjoints des Ministres de tutelle.

**Article 45:** Le FAFPA est dirigé par un Directeur Général, recruté suivant la procédure d'appel à candidature.

Par dérogation, le Conseil des Ministres peut pourvoir directement au poste de Directeur Général du FAFPA.

**Article 46:** Le Directeur Général détient les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du Conseil d'Administration du FAFPA. A ce titre, il:

- est l'ordonnateur principal du budget du FAFPA ;
- assume en dernier ressort, la responsabilité de la direction technique, administrative et financière du FAFPA qu'il représente dans les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers et des usagers ;
- prépare les délibérations du Conseil d'Administration et en exécute les décisions. Il prend à cet effet toutes initiatives et décisions, dans la limite de ses attributions ;
- signe les actes concernant le FAFPA. Toutefois, il peut donner à cet effet, toutes délégations nécessaires sous sa propre responsabilité ;
- fixe dans le cadre des tarifs de cession des biens et services produits par le FAFPA, les conditions particulières à consentir à chaque catégorie de clientèle notamment les remises et abattements éventuels ;
- nomme et révoque le personnel qu'il gère conformément à la réglementation en vigueur ;
- prend, dans les cas d'urgence qui nécessitent un dépassement de ses attributions normales, toutes mesures conservatoires nécessaires, à charge pour lui d'en rendre compte au Président du Conseil d'Administration dans les plus brefs délais ;
- développe une politique managériale, notamment dans les domaines de la gestion financière, de la gestion des ressources humaines, de l'organisation des conditions de travail, des investissements et des systèmes d'information et de communication ;
- est chargé du suivi des projets et accords dans le cadre de la coopération internationale ;
- examine et approuve les demandes de financement relevant de sa compétence.

**Article 47:** En tant qu'ordonnateur, le Directeur Général peut déléguer, sous sa responsabilité tout ou partie de ses pouvoirs.

Toutefois, la délégation ne peut en aucun cas être confiée au Directeur Financier et Comptable, ni au Contrôleur de Gestion.

**Article 48:** Le Directeur Général est obligatoirement évalué chaque année par le Conseil d'Administration. Cette note est déterminante pour sa carrière de fonctionnaire ou de contractuel.

**Article 49** : Le Directeur Général du FAFPA est responsable de sa gestion devant le Conseil d'Administration.



**Article 56 :** Les charges du FAFPA comprennent les dépenses de fonctionnement, d'équipement et d'investissement se rapportant aux services et aux activités de la formation professionnelle et d'apprentissage et de toute autre opération définie conformément à ses missions telles que prévues à l'article 4 du présent décret.

**Article 58:** Les états financiers et le rapport annuel de l'auditeur interne sont soumis à la Cour des Comptes par le Conseil d'Administration, dans les six (06) mois suivant la clôture de l'exercice.

**Article 60:** Les commissaires aux comptes sont nommés par le Conseil d'Administration pour un mandat de trois (03) exercices sociaux, renouvelables.

## TITRE VI : DU PERSONNEL

- les agents contractuels recrutés par le FAFPA ;
- les agents publics de l'Etat mis à disposition ou détachés auprès du FAFPA ;
- les agents recrutés ou mis à la disposition du FAFPA dans le cadre d'une coopération.

**Article 63:** Il est créé au sein du FAFPA, une structure chargée de l’audit interne rattachée au Conseil d’Administration.

L'auditeur interne est recruté par le Conseil d'Administration. Il est nommé sur décision du Président du Conseil d'Administration.

**Article 64** : L'auditeur interne rend compte régulièrement au Conseil d'Administration à travers des rapports périodiques.

Le rapport d'audit annuel à produire par l'auditeur interne doit être soumis au Conseil d'Administration pour adoption.

**Article 65** : Le FAFPA est soumis au contrôle ou à l'inspection des différents corps de contrôle de l'Etat habilités à cet effet, notamment :

- l'Autorité Supérieure du Contrôle de l'Etat (ASCE) ;
- l'Inspection Générale des Finances (IGF) ;
- l'Inspection Générale du Trésor (IGT) ;
- la structure de supervision des fonds nationaux de la tutelle financière ;
- l'Inspection Générale des Services de la tutelle technique ;
- les corps de contrôle des départements ministériels ;
- les missions d'audit autorisées par l'Etat ou les partenaires techniques et financiers.

**Article 66:** La Cour des Comptes assure le contrôle juridictionnel des comptes du FAFPA.

## TITRE VIII: DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**Article 67:** Un arrêté du Ministre en charge de la formation professionnelle précisera les attributions, l'organisation et le fonctionnement du FAFPA.